

***Le poids du souvenir de 14-18
dans l'engagement résistant
durant la Seconde Guerre mondiale.***

Le cas du Hainaut

Fabrice MAERTEN

**LES VALEURS DE LA RÉSISTANCE,
UNE QUESTION CONTROVERSÉE**

Un débat récent entre historiens français a souligné à quel point la question des valeurs ayant sous-tendu l'action résistante lors du dernier conflit mondial était loin d'être résolue. Dans un ouvrage collectif paru en 1995, François Marcot estime que ces valeurs, qu'il distingue des motivations personnelles par leur capacité à donner un sens collectif à l'engagement, se présentent chez les résistants sous la forme d'ensembles complexes et hiérarchisés¹. Cependant, et là est le point central du développement de l'historien franc-comtois, « il n'est guère de système de valeurs où le patriotisme ne joue un rôle essentiel. Il est non seulement le plus grand dénominateur commun, mais encore le creuset dans lequel viennent se fondre toutes les autres valeurs, ou presque »².

1. FRANÇOIS MARCOT, « Réflexions sur les valeurs de la Résistance », in JEAN-MARIE GUILLON & PIERRE LABORIE (dir.), *Mémoire et Histoire : la Résistance*, Toulouse, 1995, p. 81-90.

2. *Idem*, p. 89. La seule restriction faite par Marcot à ce principe concerne la Résistance humanitaire. En effet, selon lui, cette dernière peut n'être mue que par une solidarité très sentimentale avec les victimes.

Dans la même étude et à la suite de Harry Roderick Kedward³, Olivier Wieviorka considère au contraire que le patriotisme comme valeur est inopérante : « Le patriotisme (...) n'explique rien puisqu'il justifie tout — l'entrée dans la Résistance comme le soutien au régime vichysois »⁴. Selon l'historien parisien, qui base ses réflexions sur l'étude d'un mouvement de la zone occupée, Défense de la France, deux valeurs motivent l'engagement des résistants dont il a croisé le parcours : la germanophobie et l'antifascisme. « Écrasant les valeurs concurrentes (l'anticommunisme ou le pacifisme par exemple), ils dominent la hiérarchie des refus et permettent instantanément d'identifier l'ennemi principal, l'Allemand en l'occurrence »⁵. L'auteur ajoute que pour fonctionner et se transformer en principes d'action, ces deux valeurs idéelles doivent toutefois se réifier, ce à quoi concourt évidemment la présence tangible de l'occupant, présence d'autant plus pénible qu'elle scande le quotidien.

Deux ans plus tard, Jacqueline Sainclivier et Dominique Veillon publient un article qui tente de faire la synthèse des avis exprimés⁶. Pour eux, « l'historiographie donne traditionnellement deux explications au sens du combat de la Résistance : le patriotisme et l'antifascisme. Or, à cette date, tous les Français partagent peu ou prou l'une ou l'autre de ces idéologies. Il faut qu'à l'une de ces deux propositions s'adjoignent d'autres éléments venant conforter ou non ces deux idéologies de base : l'anticommunisme, l'adhésion à l'idéal républicain, l'hostilité à toute doctrine autoritaire, autant de facteurs qui s'appuient sur des vecteurs complexes (familiaux, sociaux, professionnels). C'est la combinaison de ces éléments qui en hiérarchisant les refus essentiels conduit un homme de la droite nationaliste à faire prévaloir sa germanophobie ou au contraire son anticommunisme »⁷. En somme, les auteurs de ce dernier article

3. HARRY RODERICK KEDWARD, *Naissance de la Résistance dans la France de Vichy*, Seyssel, 1989, p. 95-96.

4. OLIVIER WIEVIORKA, « Pour une lecture critique de l'engagement résistant. L'exemple de Défense de la France », in JEAN-MARIE GUILLON & PIERRE LABORIE (dir.), *op. cit.*, p. 91-98, spécialement p. 92.

5. *Idem*, p. 94.

6. JACQUELINE SAINCLIVIER & DOMINIQUE VEILLON, « Sens et formes de la Résistance française », in *La Résistance et les Français. Nouvelles approches*, (CAHIERS DE L'IHTP, XXXVII), Paris, 1997, p. 93-108.

7. *Idem*, p. 98-99.

admettent le principe de la hiérarchie des valeurs développé par François Marcot. Cependant, ils dénigrent au patriotisme le pouvoir de faire à lui seul basculer les Français dans la Résistance. Dans l'exemple choisi, c'est la germanophobie qui joue ce rôle, Sainclivier et Veillon accreditant en quelque sorte la thèse d'Olivier Wieviorka.

Sans pousser généralement la réflexion théorique aussi loin, quelques historiens belges se sont aussi interrogés sur ce qui avait entraîné un certain nombre de leurs compatriotes dans la voie de la Résistance⁸. De manière générale, ils s'accordent à dire que le patriotisme a constitué le principal vecteur idéologique d'opposition à l'occupant, tout en ne niant pas le poids de l'antifascisme dans les milieux de gauche. Ceux qui ont sans doute le plus réfléchi à cette question, en l'occurrence Francis Balace, José Gotovitch et Jacques Willequet, sont unanimes à souligner que ce patriotisme est fortement teinté d'une germanophobie alimentée aux souvenirs de 14-18, ce qui contribue largement à expliquer l'impossibilité pour ses tenants de toute forme d'accommodation avec l'occupant. En outre, comme l'écrit Francis Balace, « la référence constante à 14-18 sert de jauge et de catalyseur parce que confusément on se raccroche à ce qu'on connaît, le militarisme germanique, pour tenter de comprendre ce qui reste une inconnue, le régime national-socialiste »⁹.

Cependant, pour l'historien liégeois, cette référence constante ne vaut que pour les deux premières années de la guerre et peu à peu la croix gammée va éclipser le casque à pointe. Ce n'est pas

8. Cfr essentiellement FRANCIS BALACE, « Aspects de la résistance en province de Liège », in FRANCIS BALACE, PAUL BRUSSON, EUGÈNE BUCHET e.a., *La mémoire*, Liège, 1994, p. 75-101 ; ID., « Du patriotisme à la résistance », in *Belgique 1940. Une société en crise, un pays en guerre*, Bruxelles, 1993, p. 403-412 ; JOSÉ GOTOVITCH, « Photographie de la presse clandestine en 1940 », in *Cahiers d'Histoire de la Seconde Guerre mondiale*, n° 2, 1972, p. 113-156 ; ID., « Prédétermination et premiers résistants ? Une approche du cas belge », in JEAN-MARIE GUILLON & PIERRE LABORIE (dir.), *op. cit.*, p. 71-80 ; GEORGE KILPATRICK TANHAM, *Contribution à l'histoire de la résistance belge, 1940-1944*, Bruxelles, 1977, p. 20-21 ; WILLIAM UGEUX, « Aspects divers de la psychologie du résistant belge 1940-1945 », in *Revue internationale d'Histoire militaire*, n° 29, 1970, p. 963-972 ; ETIENNE VERHOEYEN, *La Belgique occupée. De l'an 40 à la libération*, Bruxelles, 1994, p. 343-345 ; JACQUES WILLEQUET, *La Belgique sous la botte. Résistances et collaborations, 1940-1945*, Paris, 1986, *passim*.

9. FRANCIS BALACE, « Aspects de la résistance... », p. 76.

l'avis de Jacques Willequet qui estime que l'assimilation entre 1940-1944 et 1914-1918 est présente dans l'esprit de la majorité des résistants pendant toute l'occupation. Pour lui, la plupart des rédacteurs de la presse clandestine belge n'envisagent au maximum le nazisme que comme « l'exacerbation des vices propres au caractère allemand. Ce n'est pas le nazi, c'est le Boche qui est pervers »¹⁰. La perception d'une guerre fondamentalement différente de la première n'existe que chez certains intellectuels et chez les antifascistes de toujours.

Ainsi, et malgré les différences d'accents, perce chez la plupart des historiens français et belges l'importance de la germanophobie héritée des souvenirs de 14-18 comme valeur fondatrice de l'engagement résistant. Mais sur quels éléments objectifs se base cet antigermanisme, comment ce sentiment a-t-il été véhiculé dans l'entre-deux-guerres, avec quelle intensité a-t-il peuplé l'univers mental des résistants au cours de la Seconde Guerre mondiale et comment s'y est-il exprimé, voici quelques-unes des questions auxquelles nous allons maintenant tenter de répondre sur base d'un cas précis, celui du Hainaut, qui présente une Résistance dont les contours nous sont particulièrement familiers¹¹.

LA PREMIÈRE OCCUPATION DU HAINAUT : VÉCU ET MÉMOIRE

Le vécu : quatre années d'épreuves

Dans le Hainaut, comme dans l'ensemble du pays, l'annonce de l'ultimatum allemand du 2 août 1914 est ressenti plus encore comme une injure et une trahison vis-à-vis de la parole donnée que comme une menace¹². Ces sentiments sont sans doute d'autant plus

10. JACQUES WILLEQUET, *op. cit.*, p. 109.

11. Cfr la publication de notre thèse de doctorat, *Du murmure au grondement. La Résistance politique et idéologique dans la province de Hainaut pendant la Seconde Guerre mondiale (mai 1940 – septembre 1944)*, (ANALECTES D'HISTOIRE DU HAINAUT, VII), 3 vol., Mons, 1999.

12. Sur la Première Guerre mondiale en général, nous nous sommes essentiellement basé sur SOPHIE DE SCHAEPPDRIJVER, *De Groote Oorlog. Het koninkrijk België tijdens de Eerste Wereldoorlog*, Anvers/Amsterdam, 1997 et sur HENRI PIRENNE, *La Belgique et la guerre mondiale*, Paris/New

vifs dans la province frontalière qu'y domine une gauche libérale et surtout socialiste aux sympathies bien compréhensibles pour la France voisine¹³.

Après deux, trois semaines cependant, la colère laisse place à l'angoisse et même à l'épouvante. Non seulement les armées alliées doivent assez rapidement abandonner la majeure partie du territoire aux Allemands — les troupes belges se replieront sur Anvers puis, à l'automne, derrière l'Yser —, mais surtout les hommes du Kaiser, furieux de voir leur marche en avant entravée par une résistance à laquelle ils ne s'attendaient pas, se vengent sur une population sans défense en pratiquant régulièrement une politique de terreur, faite de pillages, incendies et massacres. Cette terrible répression se nourrit aussi de la légende des francs-tireurs héritée de la guerre de 1870, légende ravivée par la tactique des troupes belges et françaises qui combattent rarement l'ennemi de front, préférant le surprendre à l'occasion de petites escarmouches souvent meurtrières pour lui¹⁴. Le drame se produit essentiellement au cours de la seconde quinzaine d'août 1914 et touche surtout les provinces de Namur et de Liège, faisant au total plus ou moins 5.500 victimes civiles¹⁵.

Haven, 1928. Ajoutons que ce chapitre, comme le suivant, consacré aux représentations, ont été rédigés presque exclusivement sur base de travaux et de travaux-sources. Mentionnons encore que notre ambition n'est évidemment pas ici de retracer, même de manière synthétique, tous les aspects de la Première Guerre mondiale dans le Hainaut, mais bien ceux qui ont pu être traumatisants pour la population.

13. Les premières élections au suffrage universel ne datent que de 1919, mais celles-ci sont sans équivoque quant au courant politique majoritaire dans le Hainaut en ce début de XXe siècle. Les socialistes emportent en effet alors 58,1 % des suffrages contre 23,2 % pour les catholiques et 16,9 % pour les libéraux. Cfr ROGER E. DESMET, RENÉ DESMET & WILLIAM FRAEYS, *Atlas des élections belges, 1919-1954*, Bruxelles, 1959, t. 2, p. 152.

14. A ce sujet, cfr en particulier AURORE FRANÇOIS & FRÉDÉRIC VISENTINI, « Essai sur l'origine des massacres du mois d'août 1914 à Tamines et à Dinant », in *Cahiers d'Histoire du Temps présent*, n° 7, 2000, p. 51-82.

15. La littérature à ce propos est abondante, mais date surtout de l'immédiat après Première Guerre mondiale. Cfr essentiellement, pour une description précise, *La Belgique et la guerre*, t. 2 : JOSEPH CUVELIER, *L'invasion allemande*, Bruxelles, 1921 ; *Rapports sur les attentats commis par les troupes allemandes pendant l'invasion et l'occupation de la Belgique*, (RAPPORTS ET DOCUMENTS D'ENQUÊTE DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE SUR LES VIOLATIONS DU DROIT DES GENS, DES LOIS ET DES COUTUMES DE

Si le Hainaut est moins touché, il n'est cependant pas épargné par le fléau, puisque environ 550 personnes décèdent dans ces circonstances¹⁶. Les représailles les plus importantes se concentrent autour de Charleroi où les Allemands se heurtent durement aux Français les 22 et 23 août. Au total environ 1.300 maisons sont détruites et 254 civils tués dans l'agglomération carolorégienne¹⁷. La région de Mons-Borinage n'est pas non plus épargnée : 196 personnes y sont assassinées, essentiellement les 23 et 24 août, deux jours au cours desquels s'affrontent violemment Allemands et Anglais. Le 25, l'ensemble du Hainaut est aux mains de l'envahisseur. Ce que personne n'imagine alors, c'est qu'il le sera pendant plus de quatre ans et deux mois.

Commence dès lors une occupation d'autant plus pesante que la guerre continue, figée dans la boue des tranchées, à quelques dizaines de kilomètres des limites occidentales de la province. Le côté déprimant des choses est encore renforcé par la quasi-absence de nouvelles du front provenant des forces alliées et en particulier des soldats belges avec lesquels tout contact est interdit par la censure allemande. Surpris par l'avance rapide de l'ennemi, de nombreux Hennuyers en âge de combattre n'ont pu rejoindre ce qui allait rapidement devenir l'armée de l'Yser. Au total, ils sont tout de même plusieurs dizaines de milliers, le plus souvent de condition modeste¹⁸, à avoir participé à la défense du pays et quelques

LA GUERRE, I), 2 vol., Bruxelles, 1922-1923 et JEAN SCHMITZ & NORBERT NIEUWLAND, *Documents pour servir à l'histoire de l'invasion allemande dans les provinces de Namur et de Luxembourg*, 8 vol., Bruxelles-Paris, 1924. Heureusement, grâce surtout au dynamisme du professeur Laurence van Ypersele de l'UCL, la recherche dans le domaine de la Première Guerre mondiale est, ces dernières années, sortie dans notre pays de sa léthargie et a déjà abouti, sur cette question précise des massacres, à deux très bons mémoires de licence : SIMON ALEXANDRE, *Mémoire d'une 'Cité martyre'. Le massacre de Tamines du 22 août 1914*, Louvain-la-Neuve, UCL, 1999 et AURORE FRANÇOIS, *Les événements du mois d'août 1914 à Dinant. Essai sur la genèse d'un massacre et réflexions autour de la culture de guerre*, Louvain-la-Neuve, UCL, 1999.

16. Sur les massacres dans le Hainaut, voir essentiellement, outre les deux premières études mentionnées à la note précédente, EMILE DONY, *La bataille de Mons (23-24 août 1914). De Péronnes-lez-Binche à Angre à travers Mons et le Borinage*, Mons, 1919 et ALFRED LEMAIRE, *L'invasion allemande au pays de Charleroi*, Bruxelles, 1929.

17. 289 si l'on prend en compte la région semi-rurale entourant Charleroi.

18. En effet avant 1910, le recrutement dans l'armée se faisait par tirage au sort avec faculté de remplacement, clause dont profitaient de nombreux nantis

milliers à avoir été blessés grièvement ou tués, sur une population totale d'environ 1.250.000 habitants¹⁹. On comprend dès lors la sourde angoisse qui pèse sur la plupart des foyers de la province.

La poursuite de la guerre aux confins du Royaume présente un autre inconvénient majeur pour un grand nombre d'Hennuyers, celui de se voir dépendre de l'autorité militaire des zones d'étape et non pas du pouvoir civil du gouvernement général. Car si les conditions de vie sont difficiles dans le territoire du gouvernement général, elles sont pénibles dans les zones d'étape²⁰. L'arrondissement administratif de Tournai puis, à partir du 1^{er} janvier 1917, également ceux de Mons et d'Ath — soit, pendant les vingt-deux derniers mois de l'occupation, plus de 40 % de la population hennuyère — sont ainsi astreints à un véritable état de siège renforcé. Confrontés à une présence massive de l'occupant et à des contrôles répétés, notamment sur le courrier, les habitants de ces contrées se voient interdire, sauf dérogation, tout déplacement vers l'intérieur du pays. En outre et plus encore que leurs compatriotes dépendant du gouvernement général, ils sont soumis à d'importantes réquisitions pour lesquelles les dédommagements sont encore plus dérisoires que dans le reste du pays. Enfin et peut-être surtout, ils souffrent plus qu'ailleurs des mesures relatives à la

pour se décharger de ce devoir moyennant rétributions sur la population aux revenus peu élevés. Et comme à l'été 1914, les classes antérieures à 1910 constituaient deux tiers des classes appelées, il va de soi que les soldats de condition modeste étaient particulièrement nombreux au sein des troupes belges. Cfr *Histoire de l'armée belge de 1830 à nos jours*, t. 1 : *De 1830 à 1919*, Bruxelles, 1982, p. 226-227 et 278.

19. Les travaux et les travaux-sources consultés ne mentionnent aucun chiffre précis par province. Nous savons cependant qu'au total 350.000 soldats belges ont, à un moment ou à un autre, été engagés sur le front, et que 40.000 d'entre eux sont morts au combat ou de maladie. Comme les habitants des régions francophones du pays représentaient environ 35 % des combattants, ils sont donc plus ou moins 122.500 à avoir participé à la défense du territoire national. En fonction du poids démographique du Hainaut, le nombre d'habitants de cette province à avoir été incorporés dans l'armée belge doit donc avoir été de l'ordre de 35 à 50.000, ce qui représente 3 à 4 % de la population hennuyère de l'époque. Selon des calculs établis sur une base analogue, le nombre de tués a dû avoisiner les 4 à 6.000.

20. Sur les conditions de vie dans le Hainaut en 14-18 d'un point de vue général, on se référera surtout aux ouvrages d'Henri Pirenne et de Sophie De Schaedrijver déjà cités ainsi qu'à OLIVIER LHOIR, *La vie quotidienne à Mons durant la première guerre mondiale*, Louvain-la-Neuve, mém. lic., UCL, 1983.

déportation des travailleurs, puisque si dans le territoire du gouvernement général, la mesure, édictée à l'automne 1916, est abrégée après quelques mois, elle reste d'application dans les étapes jusqu'à la fin de l'occupation²¹.

La région où ils résident n'est évidemment pas le seul critère distinguant les Hennuyers pour ce qui a trait à leurs conditions de vie. Ainsi, la situation est plus supportable dans les campagnes que dans les villes et les régions industrielles, où l'approvisionnement en nourriture de première nécessité est bien plus ardu et où la présence allemande est plus importante, donc plus pesante tant sur le plan psychologique que matériel. En outre, lorsque l'occupant entame les déportations, il puise bien plus largement dans la main-d'œuvre urbaine et en particulier ouvrière que rurale, dont l'activité dans les fermes est nécessaire à ses propres besoins élémentaires.

Les différences se marquent aussi sur le plan social. Si en plus des agriculteurs, les milieux traditionnellement aisés (noblesse, haute et moyenne bourgeoisie) parviennent à s'en sortir plus ou moins décemment, il n'en va pas de même pour les autres couches de la population dont le niveau de vie n'était déjà, la plupart du temps, pas très élevé à l'aube du conflit et que la guerre précipite dans le dénuement. C'est particulièrement le cas à partir de 1916, époque où la pression de l'occupant, soucieux d'en finir avec un conflit qui s'éternise, s'accroît de manière considérable. Déjà privée de nombreuses matières premières par le blocus des Alliés, l'économie hennuyère se voit peu à peu et à l'exception de l'important secteur minier, asphyxiée par les réquisitions imposées par l'occupant. Le chômage devient d'autant plus important que par l'ordonnance du 2 mai 1916, les autorités ennemies ordonnent la suspension des travaux publics entrepris par les communes. À une époque où la protection sociale est faible, on imagine aisément la

21. En ce qui concerne ce point précis, on ajoutera aux études citées à la note précédente le *Rapport sur les déportations des ouvriers belges et sur les traitements infligés aux prisonniers de guerre et aux prisonniers civils belges*, (RAPPORTS ET DOCUMENTS D'ENQUÊTE DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE SUR LES VIOLATIONS DU DROIT DES GENS, DES LOIS ET DES COUTUMES DE LA GUERRE, II), Bruxelles/Liège, 1923 et FERNAND PASSELECQ, *Déportation et travail forcé des ouvriers et de la population civile de la Belgique occupée (1916-1918)*, Paris, 1928. Voir aussi, en ce qui concerne le Hainaut, ROBERT POURBAIX, *Souffrance et mort d'un déporté. Lettres de Victor Thys (1898-1918)*, Seneffe, 1986 et THIERRY DELPLANCQ, « 'Souvenirs d'exil'. Les déportations collectives de novembre 1916 », in *1914-1918. Nos communes sous l'occupation*, (LES CAHIERS LOUVIÉROIS, V), La Louvière, 1998, p. 33-43.

détresse des populations, même si celle-ci est quelque peu atténuée par l'apport en vivres fourni par la *Commission for Relief in Belgium* via le Comité national de Secours et d'Alimentation.

Le pire reste encore à venir. À partir d'octobre 1916 en effet, débute la déportation de la main-d'œuvre ouvrière vers l'Allemagne. Le Hainaut est durement frappé par cette mesure même si les mineurs, nombreux dans la province, ont la chance d'y échapper. Effectuées dans des conditions épouvantables, la déportation et la mise au travail Outre-Rhin suscitent un vaste mouvement d'indignation en Belgique et dans les pays neutres. Devant le tollé quasi général et la faiblesse des résultats obtenus, l'Allemagne décide d'abandonner cette politique en février 1917, du moins en ce qui concerne le territoire du gouvernement général, puisque les déportations à l'arrière immédiat du front se poursuivent dans les étapes jusqu'en octobre 1918.

Au total, environ 120.000 Belges seront ainsi arrachés à leur pays et plus de 2.600 ne reviendront pas, sans compter ceux qui, du fait des maladies contractées en captivité, verront leur durée de vie considérablement réduite. Les chiffres globaux manquent pour le Hainaut, mais on peut estimer le nombre de déportés pour cette province à quelques dizaines de milliers et le nombre de décédés à plusieurs centaines. À titre d'exemple et pour bien montrer l'ampleur du phénomène, la ville de Mons, qui, il est vrai, se situe à partir de janvier 1917 en zone d'étape, doit livrer 2.502 des siens, soit 9 % de sa population ; 33 d'entre eux ne reviendront pas d'Allemagne. Dans l'arrondissement administratif de Mons, 7.840 hommes seront soustraits à leur foyer, ce chiffre dévoilant un taux de déportation de 6,8 % dans les communes à caractère semi-rural et de 3,7 % dans les agglomérations industrielles, où domine un secteur minier exempté de ces mesures. Sans être aussi massives, les déportations touchent aussi le territoire du gouvernement général. Ainsi dans la région de La Louvière, plus de 2.000 hommes sont emmenés en Allemagne le 18 novembre 1916. 62 d'entre eux décèderont Outre-Rhin.

Si février 1917 marque la fin des déportations massives vers l'Allemagne — les survivants rentreront au pays dans le courant de l'année —, ce même mois voit s'entamer un processus de démantèlement des usines dont la principale victime est l'industrie métallurgique. Quand on connaît l'importance de ce secteur d'activité dans les bassins de Charleroi et du Centre, on devine la catastrophe économique qu'entraîne une telle mesure. Les métallurgistes rejoignent dans la détresse les carriers, nombreux dans les régions de Lessines et de Soignies, qui déjà auparavant

avaient été poussés au chômage et exposés à la déportation — on parle de plus de 2.000 travailleurs de la pierre déportés à Lessines, 800 à Soignies, 600 à Ecaussinnes et 500 à Braine-le-Comte — suite à la fermeture des exploitations par manque de commandes.

La situation en 1917 est d'autant plus pénible que l'hiver 1916-1917 a été fort rude et que l'aide alimentaire internationale sur laquelle s'appuie un pourcentage de plus en plus nombreux d'Hennuyers pour survivre — en novembre 1916, le pays compte environ deux millions de nécessiteux — se fait plus irrégulière à partir de la fin 1916 suite au renforcement de la guerre sous-marine. Les choses se dégradent au point que fin 1917, environ 40 % des Belges font la queue pour obtenir de la soupe. Affaiblie physiquement, la population l'est aussi moralement. Devant l'immobilisme du front, elle se demande si son malheur prendra un jour fin ; et l'offensive allemande du printemps 1918 n'arrange évidemment pas les choses. Dans de telles conditions, il n'est pas étonnant que les taux de morbidité et de mortalité croissent de manière considérable au fur et à mesure de l'occupation. Ainsi, dans le Hainaut, le taux de décès qui était de 13,7 ‰ en 1914 et s'était quelque peu tassé en 1915 (12,6 ‰), passe à 15,2 ‰ en 1916, 18,6 ‰ en 1917 et 25 ‰ en 1918 (contre 20,8 ‰ pour l'ensemble du pays). Cette surmortalité de la fin de l'occupation tient surtout à deux facteurs : un régime alimentaire déplorable mais aussi une hygiène insuffisante qui facilite la propagation de maladies notamment transmises par des réfugiés français chassés par les combats et se trouvant dans un état de délabrement physique extrême. Sans peser vraiment sur le taux de mortalité, les quelque 100 à 200 décès dus à la répression par les Allemands d'un Résistance essentiellement active dans les domaines du renseignement et de l'évasion, marquent et marqueront surtout plus tard la population hennuyère. Au total, le Hainaut perdra environ 3,5 % de sa population en quatre ans, le déficit étant proportionnellement plus de deux fois supérieur à celui du pays. C'est dire combien lourd est le passif de cette première occupation allemande.

La mémoire : la perpétuation d'une culture de guerre

Confrontés à un conflit d'une rare brutalité et à l'issue longtemps incertaine, les peuples plongés dans le cataclysme de la Première Guerre mondiale se voient dans l'obligation, pour ne pas sombrer mentalement, de se forger un ensemble de représentations

constitutives d'une véritable culture de guerre²². Celle-ci se traduit par une sacralisation de la nation, à laquelle se rattache désormais l'espoir et l'attente d'un monde meilleur. L'amour de la patrie, indispensable à l'investissement total des femmes et des hommes dans les conflits modernes, s'est toujours nourri d'une autre passion, tout aussi agissante et virulente, la haine de l'ennemi. Ce puissant ressort ne manque pas d'être utilisé à son tour par les États belligérants, sans scrupule ni retenue, engendrant un regain de violence.

La paix revenue, l'ampleur du désastre saute aux yeux. La vision du monde, de l'homme et de la vie sort profondément ébranlée de cette guerre sans précédent. Pour donner un sens à ce qui peut apparaître comme une absurde boucherie, on tente de perpétuer la culture née du conflit. Les morts ne sont pas morts pour rien, mais pour la patrie ou par la faute de l'ennemi. Faire passer ce message est le but poursuivi par les milliers de monuments « patriotiques » érigés notamment en Wallonie au lendemain de 14-18²³. Dans cette religion civique, sont particulièrement mis à l'honneur les soldats décédés sur le front et les résistants fusillés ou morts en déportation qui ont sacrifié leur vie pour la Mère-Patrie. Mais les civils assassinés en 1914 et les déportés morts en exil ne sont pas oubliés. Dans ces cas, l'ennemi est montré du doigt.

Dans son ensemble, la littérature francophone de Belgique participe elle aussi à cette culture de guerre pendant les années 20²⁴. Selon Marc Quaghebeur, « (...) les grands bardes de la fin du XIX^e siècle font chorus sur le thème de la nation violée et bafouée

22. Le thème de la culture de guerre a été largement développé ces dernières années par les historiens de la Première Guerre mondiale en Allemagne, en France et en Grande-Bretagne notamment. Pour notre part, nous nous contenterons de renvoyer à AXEL TIXHON & LAURENCE VAN YPERSELE, « Du sang et des pierres. Les monuments de la guerre 1914-1918 en Wallonie », in *Cahiers d'Histoire du Temps présent*, n° 7, 2000, p. 83-126, qui fournit une excellente introduction sur la question.

23. Cfr AXEL TIXHON & LAURENCE VAN YPERSELE, *op. cit.*

24. Voir, à ce propos, MADELEINE FRÉDÉRIC, « Emancipation et aliénation féminine. De l'univers de la fiction », in *Cahiers d'Histoire du Temps présent*, n° 4, 1998, p. 11-42 ; ROBERT GILSOUL, « Le roman historique et le récit de guerre », in GUSTAVE CHARLIER & JOSEPH HANSE (dir.), *Histoire illustrée des lettres françaises de Belgique*, Bruxelles, 1958, p. 513-522 et MARC QUAGHEBEUR, *Balises pour l'histoire des lettres belges*, Bruxelles, 1998, p. 93-96.

(...). On s'apprête également à voir surgir du sacrifice des tranchées une idéologie nationaliste aux couleurs d'Épinal qui ira jusqu'à parler d'une âme belge se traduisant en deux langues. Au nom de cette idéologie se développera une littérature du tout venant (...) »²⁵. La patrie meurtrie et renaissante, et son symbole le plus expressif, la famille royale, sont aussi, à l'époque, à l'honneur sur les timbres-poste²⁶.

Gage du futur, la jeunesse est intimement mêlée à cette sacralisation de la nation et à son corollaire, le rejet du peuple ennemi. La famille et l'école constituent les deux vecteurs essentiels de transmission du message. L'univers enfantin est peuplé des récits faits par les parents, les grands-parents et les instituteurs ventant l'héroïsme des soldats et résistants belges ou dénonçant la brutalité des Allemands²⁷. Les écoliers participent à la célébration des défunts morts pour leur pays en prenant part chaque année avec leur classe à la cérémonie du 11 novembre devant le monument aux morts de leur commune²⁸. Une étude récente consacrée à l'image des Allemands de la Grande Guerre dans les manuels d'histoire de l'enseignement secondaire francophone parus dans l'entre-deux-guerres confirme cette vision manichéiste d'un conflit où les uns ont souffert ou mieux se sont donnés corps et âme pour leur patrie et où les autres ont fait preuve de la pire inhumanité²⁹.

À vrai dire, cette vision simpliste est surtout présente dans la décennie qui suit la déflagration mondiale. L'éloignement du

25. Cfr MARC QUAGHEBEUR, *op. cit.*, p. 93.

26. Cfr ALEXIS SCHWARZENBACH, « Portraits of the Nation. Imagery on Belgian Postage Stamps, 1914-1945 », in *Cahiers d'Histoire du Temps présent*, n° 3, 1997, p. 95-113.

27. Cette constatation ressort en particulier des interviews des anciens résistants et résistantes rencontrés dans le cadre de la préparation de cet article. Cfr *infra*.

28. Cfr les interviews dont il est fait mention à la note précédente et les quelques études récemment consacrées à l'effort commémoratif en Wallonie dans l'entre-deux-guerres mentionnées par AXEL TIXHON & LAURENCE VAN YPERSELE, *op. cit.*, note 12. A ces titres, il faut encore ajouter STÉPHANIE CLAISSE, *Les monuments aux morts de la Grande Guerre dans les communes d'Etalle, Habay, Légglise et Tintigny*, Louvain-la-Neuve, mém. lic., UCL, 1999.

29. Cfr SOPHIE CONVENT, *L'image des Allemands de la Grande Guerre dans les manuels d'histoire de l'enseignement secondaire francophone en Belgique 1920-1939*, 2 vol., Louvain-la-Neuve, mém. lic., UCL, 1999.

conflit et la prospérité renaissante permettent petit à petit aux peuples de panser leurs plaies et de prendre quelque peu distance par rapport à cette culture de guerre dont d'aucuns pressentent qu'elle peut être dangereuse pour l'avenir. La démystification du combat entraîne même à partir de la fin des années 20 dans certains pays, comme la France, le rejet de toute lutte armée, ce qui se traduit par une importante vague de pacifisme³⁰.

En Belgique, l'évolution est plus nuancée³¹. Apparemment, la détente internationale qui se manifeste à partir de 1925 par la signature du pacte de Locarno et se poursuit jusqu'à la grande crise, ne suffit pas à effacer dans la plupart des esprits la rancœur vis-à-vis de l'Allemagne née d'une occupation de quatre ans au cours de laquelle la population a dû se plier à la dure loi du plus fort. En outre, cette germanophobie est sans nul doute exploitée afin d'enraciner un patriotisme peu développé avant la guerre et grandement utile pour sauvegarder l'unité du pays face aux revendications flamandes.

Aussi n'est-il pas étonnant de voir les libéraux, alors en grande majorité francophones, se présenter comme les plus farouches partisans d'une défense renforcée du pays vis-à-vis d'un danger potentiel venu de l'est, et les catholiques se diviser en une aile droite francophone présentant un point de vue proche des libéraux et une aile gauche essentiellement flamande, au poids toujours plus grand au sein du parti, plus conciliante à l'égard de l'Allemagne. Les socialistes sont, jusqu'à la prise de pouvoir par

30. Cfr à ce propos, et parmi de nombreuses autres études, ANNETTE BECKER, *Oubliés de la Grande Guerre. Humanitaire et culture de guerre 1914-1918. Populations occupées, déportés civils, prisonniers de guerre*, Paris, 1998, en particulier p. 359-387.

31. Pour l'évolution générale des mentalités sur ce point en Belgique, et en particulier dans sa partie francophone, cfr FRANCIS BALACE, « Unité et défense nationales : deux combats libéraux ? », in HERVÉ HASQUIN & ADRIAAN VERHULST (dir.), *Le libéralisme en Belgique. Deux cents ans d'histoire*, Bruxelles, 1989, p. 241-255 ; ALAIN COLIGNON, *Les anciens combattants en Belgique francophone. 1918-1940*, Liège, 1984 ; SOPHIE CONVENT, *op. cit.*, p. 38-45 ; JACQUES-HENRI PIRENNE, « L'évolution des relations internationales de la Belgique de 1914 à nos jours », in *Histoire de la Belgique contemporaine*, Bruxelles, 1974, p. 177-246, spécialement p. 179-217 ; CHRISTINE SOMERHAUSEN, « La lutte pour la paix », in CLAUDE DESAMA (dir.), *1885/1985. Du Parti ouvrier belge au Parti socialiste. Mélanges publiés à l'occasion du centenaire du POB par l'institut Emile Vandervelde*, Bruxelles, 1985, p. 341-365 et MIEKE VAN HAEGENDOREN, *Le parti socialiste belge de 1914 à 1940*, Bruxelles, 1995.

Hitler et surtout l'occupation de la rive gauche du Rhin en 1936, eux aussi déchirés. Si, en Flandre, le courant pacifiste paraît l'emporter, les socialistes wallons, de loin les plus nombreux, hésitent entre cette voie — représentée notamment par les Anciens Combattants socialistes (ACS) qui, dès le lendemain du conflit, prônent, au nom de la lutte contre la guerre et le capitalisme, la réconciliation des peuples naguère ennemis — et une forte germanophobie. Celle-ci est liée à leur attachement à la France mais aussi aux souffrances infligées à la population par une nation au sein de laquelle les socialistes ne se sont opposés ni à la violation de la neutralité, ni à la déportation des ouvriers belges. En outre, pour la majorité des socialistes wallons, cet antigermanisme sert aussi de contrepoint à leur nouvel élan patriotique.

Il n'empêche. À partir de 1925 et jusqu'aux environs de 1935, le poids de la culture de guerre sur la société du sud du pays à tendance à décroître. Si l'on excepte le pic de 1930 lié à la commémoration du centenaire de l'Indépendance, les inaugurations des monuments en l'honneur des victimes de 14-18 subissent une forte décrue dès 1925 pour se réduire à quelques cas par an après 1932. L'érection à Dinant, ville martyre par excellence, d'un monument imposant et il est vrai très hostile à l'Allemagne, donne lieu entre 1932 et 1936 à de violentes polémiques entre libéraux, partisans du mémorial, et catholiques qui s'y opposent.

La littérature évolue elle aussi. Présents de manière relativement isolée avant 1930, les plaidoyers contre la guerre prennent peu à peu le pas sur les récits exaltant le patriotisme. Par ailleurs, dans les manuels d'histoire destinés à l'enseignement secondaire, l'image de l'Allemand de la Grande Guerre a tendance à s'améliorer sensiblement dans la première moitié des années 30, sans pour autant devenir positive. Du reste, un nombre important d'auteurs ne se départissent pas d'une forte germanophobie. Et si, chez les autres, on constate une tendance réelle à reporter la responsabilité de la guerre sur tous les belligérants et à tenter de comprendre le comportement des Allemands vis-à-vis du pays occupé, la production est toujours unanime à dénoncer les massacres de l'été 14, les déportations, les exécutions de résistants et l'exploitation économique de nos contrées.

La montée des tensions internationales à partir de 1936 réactive un système de représentations qui en somme ne s'était qu'estompé. Si l'on excepte une certaine frange de l'électorat flamand, le patriotisme et la germanophobie reprennent vigueur dans tout le pays, même si à gauche on met surtout l'accent sur la lutte contre le fascisme. Ainsi, la littérature francophone voit

réapparaître des romans de guerre mettant en scène des héros patriotes, les quelques communes ne disposant pas de monument se hâtent d'en ériger un et, à Dinant, les catholiques, qui s'étaient tant opposés au *Furore Teutonico*, reprennent désormais cette maxime comme une mise en garde face au danger qui pointe de nouveau à l'est.

Même si l'analyse se devrait d'être largement approfondie, l'évolution de la situation dans le Hainaut paraît en de nombreux points comparable à celle évoquée ci-dessus. Là aussi, la volonté, au lendemain du conflit, de commémorer les victimes civiles, les déportés et les militaires est un phénomène collectif, ardemment souhaité par la population. Plus qu'ailleurs en Wallonie cependant, on y note dès le début des années 20 l'existence d'un courant pacifiste et internationaliste dont les idées sont relayées par la gauche du POB et en particulier par les Jeunes Gardes socialistes et les ACS. La présence lors de manifestations patriotiques d'un drapeau représentant un fusil brisé suscite de vives tensions avec les autres structures d'anciens combattants, comme à Ollignies en 1921, à Wannebecq en 1922 et à Petit-Dour, dans le Borinage, en 1927. À cette dernière occasion, les ACS regrettent que les autres anciens combattants trahissent « la suprême pensée de ceux-là qui sont morts dans la plus horrible des heures [et] insultent l'emblème symbolisant la paix » et ils accusent les organisations de donner à la fête un caractère « purement réactionnaire et chauvin »³². La remise aux JGS d'un drapeau du même type lors d'une cérémonie se déroulant à La Louvière le 16 octobre 1921 provoque même la démission des quatre ministres socialistes alors au gouvernement, les conservateurs à la tête du pays n'ayant pas accepté la présence à cette manifestation de l'un d'eux, le flamand Edouard Anseele.

Le même discours étranger à la culture de guerre ambiante se retrouve à travers le monument aux morts de Courcelles et surtout de celui de Quaregnon, au Borinage. Dans ce haut lieu de la mémoire socialiste, l'évocation de 14-18 se veut fidèle aux principes énoncés en 1894. De fait, « ce mémorial, dont l'originalité est proportionnelle à la taille (13 mètres de haut), bascule les représentations traditionnelles de la Grande Guerre. Replacé dans la perspective de la souffrance quotidienne du peuple, le conflit illustre surtout l'abattement des combattants et la douleur de leur famille. Les victimes, en temps de guerre comme de paix, ce sont

32. Extraits tirés de « Les monuments commémoratifs », in PIERRE PAQUET & CATHERINE DHEM, *Le patrimoine civil public de Wallonie*, Allier/Liège, 1995, p. 182 - 197, spécialement p. 186.

toujours les ouvriers. Leurs souffrances sont inutiles. L'ennemi commun à tous les travailleurs, c'est le bourgeois »³³.

Ces monuments restent cependant minoritaires par rapport à l'idéologie dominante, même dans les bassins industriels du Hainaut. Ainsi les ACS ne comptent jamais dans le pays que 12.000 membres en 1920 et 14.000 en 1939 alors que, par exemple, la principale organisation d'anciens combattants, la Fédération nationale des Combattants, totalise 73.000 adhérents en 1930 et plus de 80.000 en 1939. Du reste, même au sein des ACS, la tendance à la résistance va l'emporter sur le pacifisme à partir de 1933 et l'accession au pouvoir d'Hitler. Le développement ou la réapparition de la perception d'une menace en provenance de l'Allemagne explique sans doute aussi l'érection, vers la fin des années 30, de nouveaux monuments aux morts dans la province. Ils sont autant d'appels à la vigilance alors que la Belgique poursuit sa politique de stricte neutralité.

Et lorsque le 10 mai 1940, les troupes allemandes envahissent le pays, violant cette même neutralité, la plupart des Hennuyers comme des Belges ressentent une douloureuse impression de déjà vu ou du moins de déjà entendu.

LA PLACE DE LA MÉMOIRE DE LA GRANDE GUERRE DANS LA RÉSISTANCE HENNUYÈRE

Une approche difficile

Le problème est en effet complexe car comment, à plus de cinquante ans de distance, déceler les motivations des résistants et surtout établir entre elles une certaine hiérarchie. La question est d'autant plus épineuse que les sources disponibles sont relativement peu nombreuses et surtout nécessitent un traitement critique rigoureux.

Rédigée au moment des événements et destinée en grande partie à encourager la lutte contre l'occupant, la propagande clandestine, en particulier la presse, constitue a priori la source idéale pour cette étude par sa relative régularité de parution, sa volubilité, sa diversité et sa capacité à exprimer sans contrainte les opinions des résistants. Elle a pourtant ses limites. D'abord, elle ne

33. AXEL TIXHON & LAURENCE VAN YPERSELE, *op. cit.*, p. 122.

représente pas tous les résistants, loin s'en faut. Pour l'acteur devenu historien William Ugeux, « la presse clandestine n'a jamais été le porte-parole de la Résistance ». Il ajoute : « Est infiniment dangereuse l'idée d'extrapoler et de conclure que telle était l'opinion de tous ceux qui participaient à la guerre clandestine, et en particulier de tous ceux qui, y participant, n'avaient pas le loisir de s'expliquer, n'appartenaient pas au milieu où l'on écrit, où l'on fait des rapports. Or tel était probablement le cas de la plus grande partie des résistants »³⁴.

La remarque est évidemment fondée. Il est difficile de connaître les idées des 'humbles', notamment des paysans et des ouvriers — ces derniers sont, en nombre absolu, les plus nombreux dans la Résistance hennuyère —, mais aussi de catégories socio-professionnelles peu habituées à prendre la plume, comme les militaires, dont l'implication dans la lutte contre l'envahisseur fut loin d'être négligeable. En outre, sur un plan idéologique, les communistes sont surreprésentés dans la presse clandestine hennuyère. Ainsi, sur les 25 titres choisis dans le cadre de cette étude — choix effectué en fonction de leur importance — huit, soit près d'un tiers, sont de tendance communiste marquée et six, soit près d'un quart, unissent au sein du Front de l'Indépendance (FI) des rédacteurs d'une gauche largement entendue³⁵ : les communistes influencent donc de manière considérable le contenu de près de 3/5 des feuilles examinées, alors qu'ils ne constituent qu'une des composantes, certes majeure, de la Résistance hennuyère³⁶.

34. WILLIAM UGEUX, « Aspects divers de la psychologie du résistant belge 1940-1945 », in *Revue internationale d'Histoire militaire*, n° 29, 1970, p. 963-972, spécialement p. 964-965.

35. Celle-ci regroupe en effet non seulement des socialistes et des communistes, mais aussi des libéraux progressistes et des démocrates chrétiens.

36. Pour être complet, ont aussi été analysées quatre feuilles socialistes, une trotskyste, trois catholiques, une de 'droite' et deux d'union. Voici ces 25 équipes rédactionnelles réparties selon leurs affinités idéologiques : *En Avant*, *L'Étincelle*, *La Vérité* et *La Voix Borraine* (Parti communiste) ; *Indépendance* (Borinage), *Indépendance* (Hainaut), la trilogie *Lutte*, *Combat* et *Le Patriote* et enfin *L'Unité patriotique* (journaux du FI ou d'un mouvement proche aux tendances communistes marquées) ; *L'Alouette*, *Indépendance* (Charleroi), *La Libération*, *Vaincre*, *Vérité* et *La Voix de la Résistance* (feuilles du FI ou assimilées, émanant de la gauche largement entendue) ; *Combat*, *La Liberté* (Borinage, 2ème équipe), *Quand Même !* et *La Renaissance nationale* (socialistes) ; *Le Réveil des Mineurs* (trotskyste) ; *Le Coup de Queue*,

Une autre difficulté réside dans le fait que les motivations avancées ne sont pas toujours celles ressenties. Car la presse clandestine non seulement reflète (imparfaitement) l'opinion résistante mais aussi cherche à agir sur la population. Ainsi par exemple, certains rédacteurs peuvent masquer leur germanophobie héritée de 14-18 à la suite de mots d'ordre leur intimant de témoigner avant tout de leur antifascisme (dans les organes du Parti communiste). Au contraire, d'autres sont sans doute amenés à sans cesse rappeler les crimes de la Première Guerre mondiale alors qu'eux-mêmes n'y sont pas sensibles (dans la presse du FI)³⁷. Ce dernier cas est cependant intéressant, car il témoigne de l'impact supposé ou réel d'une telle argumentation sur le public.

Pour étoffer l'étude, nous avons aussi relevé les mentions, dans les sources, d'appels à l'action et de manifestations à l'occasion des 11 novembre ou/et ayant pour point de ralliement les monuments aux morts et les cimetières alliés, que ces actes se présentent sous forme d'hommage collectif au grand jour, de dépôt de gerbes, de pavoisement ou même de grève. Ces gestes ne se prêtent pas à une analyse aussi nuancée que la presse clandestine. Cependant, leur ampleur et leur fréquence peuvent constituer autant de signes d'un état d'esprit collectif difficilement accessible par la seule propagande écrite. Plus difficile à interpréter car plus indirecte, la statistique relative à la période d'entrée dans la Résistance peut fournir l'un ou l'autre indice intéressant quant aux motivations des opposants, surtout si elle est affinée par classe d'âge. D'autres sources du temps de guerre auraient pu être utilisées. Nous ne l'avons pas fait car soit elles sont très difficiles à retrouver en quantité suffisante (la correspondance entre résistants), soit elles sont sujettes à d'importantes déformations liées à leur

Démos et *Le Vigilant* (catholiques) ; *L'Insoumis* (de droite) ; le duo *Anti-Rex* et *Union belge*, et *Liberté* (Borinage, 1^{ère} équipe) (d'union).

37. José Gotovitch et Rudi Van Doorslaer ont bien montré combien, dans l'entre-deux-guerres et sous l'occupation, les communistes étaient soumis aux directives de Moscou quant à l'opportunité ou non de mettre en avant leur identité nationale ou régionale, et donc aussi, leur patriotisme et leur germanophobie. Cfr JOSÉ GOTOVITCH & RUDI VAN DOORSLAER, « Les communistes et la question nationale », in *Cahiers d'Histoire du Temps présent*, n° 3, 1997, p. 257-276. De fait, si après juin 1941, les organes du Parti maintiennent leur discours dans le cadre d'une idéologie strictement antifasciste, ceux du FI, auxquels les communistes participent activement, optent pour une vision résolument patriotique. Cfr *infra*.

caractère indirect (rapports de l'occupant ou des collaborateurs) ou à la censure (lettres de condamnés)³⁸.

Les sources postérieures à l'occupation sont elles aussi d'un usage délicat, car rien ne permet d'assurer que les motivations exprimées alors sont bien celles du temps de l'épreuve. La prudence s'impose en particulier lorsque les avis datent de l'immédiat après-guerre, les acteurs manquant alors du recul nécessaire pour juger sereinement des motivations qui les ont réellement guidés dans leur choix. Aussi avons-nous pris le parti de ne pas tenir compte de ces sources dans notre approche. Par contre, la récolte de témoignages écrits ou oraux longtemps après les faits permet, malgré les risques bien réels de distorsion dus à l'effet du temps sur la mémoire, un double enrichissement par rapport aux sources mentionnées jusqu'ici. D'abord, elle autorise des personnes de tout milieu à se manifester. Ensuite, les acteurs ont souvent une vision plus globale, moins passionnée et plus indépendante des événements vécus, ce qui les conduit parfois à s'exprimer de manière plus authentique qu'au moment des faits.

Bien sûr, outre la crainte fondée d'une réponse anachronique, ce type de démarche présente un autre inconvénient majeur, celui de ne laisser la parole qu'aux plus jeunes générations de résistants. Et même celles-ci sont aujourd'hui en voie de disparition. Ainsi, et malgré un fichier de plusieurs centaines de noms établi en 1986-1987 lors de l'élaboration de notre thèse de doctorat, nous ne sommes parvenu à reprendre contact, au mois d'octobre 1999, qu'avec 50 anciens résistants. En outre, 17 seulement étaient nés avant la fin de la Première Guerre mondiale, aucun d'entre eux n'étant âgé de plus de onze ans au moment de l'armistice. Ajoutons qu'une première enquête, réalisée entre le 31 juillet et le 23 août 1996, avait permis d'interviewer 20 anciennes résistantes hennuyères³⁹. Parmi celles-ci, douze étaient nées avant 1919, la plus âgée ayant vu le jour en 1904.

De ce tour d'horizon, il apparaît qu'aucune des sources mentionnées n'offre de garanties majeures de fiabilité quant à notre sujet d'étude. Leur croisement doit cependant nous aider à

38. Pour les références aux sources datant de l'occupation dont il est fait état dans cet article, nous renvoyons à la publication de notre thèse.

39. Interviews réalisées dans le cadre de la préparation d'un autre article. Cfr FABRICE MAERTEN, « La Résistance, facteur d'émancipation des femmes ? Le cas du Hainaut », in *Cahiers d'Histoire du Temps présent*, n° 4, 1998, p. 173-206.

entrevoir un peu mieux en quoi le souvenir de 14-18 a pu peser sur l'engagement résistant dans le Hainaut.

Une influence manifeste

À travers les textes et manifestations d'époque, ainsi que les souvenirs d'anciens résistants, un mot revient plus que tous les autres lorsqu'il s'agit de rendre compte des motivations inhérentes à l'activité clandestine, celui de patriotisme, qui sert bien de « ressort, de déclencheur instinctif du refus individuel d'abord, collectif ensuite »⁴⁰.

De fait, 65,7 % des personnes interrogées disent avoir été mues par ce sentiment, pourcentage de 10 % supérieur à la seconde motivation évoquée, la germanophobie. Par ailleurs, la plupart des manifestations de masse et des gestes symboliques ont pour cadre temporel un 10 mai, un 11 novembre et plus encore un 21 juillet. Ont ainsi été recensés 19 dépôts de gerbes un 10 mai, 28 un 11 novembre et 36 un 21 juillet ; pour les pavoisements aux couleurs nationales, les chiffres sont respectivement de 18, 42 et 92. Par contre, les dates du 1^{er} mai et du 7 novembre (anniversaire de la révolution d'Octobre) apparaissent de manière nettement moins fréquente, les appels à se mobiliser ce jour-là étant surtout le fait de la presse communiste, et dans une mesure nettement moindre, de celle du Front de l'Indépendance⁴¹. À titre de comparaison, les sources mentionnent que le drapeau rouge est hissé au total à 29 reprises contre, rappelons-le, 152 fois pour l'enseigne tricolore. Quant à la grève, symbole par excellence du combat social et idéologique, elle se focalise non seulement sur le 1^{er} mai mais aussi, à partir de l'automne 1941, sur le 11 novembre et le 21 juillet, témoignage flagrant du débordement de la lutte ouvrière vers un enjeu patriotique.

La presse clandestine rend aussi compte du poids de la dimension patriotique dans le combat mené contre l'occupant. L'exemple le plus significatif à cet égard provient peut-être du seul organe de presse de la province resté fondamentalement ouvrieriste, internationaliste et pacifiste, la feuille trotskyste *Le Réveil des Mineurs*. Ses auteurs n'hésitent pas à écrire en octobre 1943 que le journal « luttera contre les tendances patriotiques et

40. Pour reprendre les termes de FRANCIS BALACE, *op. cit.*, p. 404.

41. Des tracts sont aussi diffusés par le mouvement socialiste clandestin à l'occasion du 1^{er} mai.

collaborationnistes »⁴², au lendemain du débarquement, que « nous ne devons pas suivre les patriotards, à la solde du capitalisme, qui veulent nous lancer dans des conflits sanglants contre l'occupant »⁴³, et en juillet 1944, que « la Fédération de Lutte des Mineurs repousse le patriotisme stalinien étendard sacré de la bourgeoisie »⁴⁴. Dans le reste de l'échantillon, et si l'on excepte trois feuilles socialistes n'ayant pas paru très longtemps, la patrie est mise à l'honneur, même s'il est vrai que des nuances s'imposent. La référence au patriotisme est en effet relativement limitée dans les quatre organes du PC. Par contre, elle déborde des 17 autres journaux, dont il est permis de penser, nous y reviendrons, qu'ils expriment plus fidèlement les sentiments d'une grande majorité des résistants de la base.

Pour dire vrai, à la lecture superficielle de l'ensemble des clandestins, la valeur la plus répandue ne semble pas être le patriotisme mais bien l'antifascisme ou plus précisément l'antinazisme. Toutes les feuilles sans exception y font en effet allusion. Mais un examen plus attentif de leur contenu atteste que sept d'entre elles, et non des moindres, ne perçoivent le nazisme que comme une exacerbation du caractère allemand, dont la Première Guerre mondiale a déjà bien montré, à leurs yeux, toute la vilénie⁴⁵.

Et justement, la germanophobie accompagne et appuie toujours le patriotisme, sauf dans les organes du PC où l'on tente plutôt de raccrocher cette valeur aux événements de 1830. La remarque vaut d'ailleurs aussi pour les interviews d'anciens résistants — les seuls à se démarquer de cette règle semblent être les militaires de carrière, plusieurs d'entre eux affirmant avoir combattu dans la Résistance par devoir vis-à-vis de leur patrie sans pour autant éprouver de sentiments anti-allemands — et pour les manifestations de masse, les gestes symboliques et les grèves. À ce propos, il est bon d'insister sur l'importance de la date de l'armistice — célébration de la défaite du vainqueur du jour — tant pour les regroupements collectifs autour des monuments aux morts

42. *Le Réveil des Mineurs*, n° 2, 22 octobre 1943.

43. *Idem*, n° spécial, juin 1944.

44. *Idem*, n° 9, 25 juillet 1944.

45. *Le Coup de Queue* (Mons, catholique) ; *L'Insoumis* (Braine-le-Comte, droite) ; *La Liberté* (1^{ère} équipe, Borinage, union) ; *Union belge* (Centre, union) ; *Vérité* (Thudinie, FI) ; *Le Vigilant* (Tournaisis, catholique) et *La Voix de la Résistance* (Chimay, FI).

que pour les dépôts de gerbes, les poses de drapeaux tricolores et même les grèves.

Par exemple, l'Union des Patriotes belges, un mouvement associé au Front de l'Indépendance actif dans la région du Centre, répercute les mots d'ordre du FI pour le 11 novembre 1942, en particulier dans son bastion de Carnières. D'après le responsable de ce mouvement, le pro-communiste Raymond Walrandt, les commerçants qui fermèrent boutique furent encore plus nombreux que le 21 juillet et c'est de façon ininterrompue que de petits groupes vinrent contempler le drapeau belge flottant au sommet d'un pylône et se recueillir auprès du monument fleuri. L'année suivante, une action audacieuse est menée par trois hommes du FI de Charleroi, ouvriers à la commune. Ils réussissent le tour de force de hisser le drapeau belge au sommet de la tour de l'Hôtel de Ville à 11 heures du matin. À Morlanwelz, des 'patriotes' suspendent l'effigie d'Hitler à des fils électriques courant le long d'une place de la commune et accrochent un immense drapeau belge à un pylône situé en plein centre. La nuit précédente, une équipe de l'UPB de Ressaix était parvenue à replacer sur son socle le monument symbolisant le lion belge écrasant l'aigle allemand, action dont le retentissement fut encore plus grand qu'un simple pavoisement.

Les grèves sont aussi suivies le jour de l'armistice, en tout cas à partir du deuxième automne de guerre. Ainsi, selon l'organe national du PC, *Le Drapeau rouge*, le travail est suspendu le 11 novembre 1941 à 11 heures dans presque tous les charbonnages du Hainaut, souvent pendant 30 à 45 minutes. Il cite même l'un ou l'autre endroit où la pose est plus longue. L'année suivante, des arrêts de travail sont mentionnés dans un certain nombre de puits et d'entreprises métallurgiques du Centre et de la région de Charleroi. En 1943, enfin, de nombreuses usines, réparties un peu partout dans le Hainaut, cessent le travail. Selon une source allemande, 4.000 ouvriers membres de six firmes différentes auraient ainsi suspendu leur activité dans l'unique région du Centre à l'appel de tracts communistes⁴⁶.

Même les nombreuses actions organisées un 21 juillet ne sont pas exemptes de rappels des souffrances vécues et des sacrifices consentis en 14-18. 36 dépôts de gerbes aux monuments aux morts sont ainsi recensés à cette date. Le 21 juillet 1942, l'UPB — nous

46. Cfr *Kriegstagebuch* du *Rüstungskommando Charleroi* pour le 11 novembre 1943 (CENTRE D'ETUDES ET DE DOCUMENTATION GUERRE ET SOCIETES CONTEMPORAINES, *German Records Microfilmed at Alexandria*, R 77, T 1213, p. 632).

sommes particulièrement bien renseignés sur l'activité de ce mouvement proche du FI — invite, sur base de tracts, les habitants de Carnières à se rendre en masse au cimetière de Collarumont pour fleurir les tombes des soldats français tués en août 1914⁴⁷ : « Ce fut le plein succès, au milieu des patrouilles allemandes à cheval et malgré la présence de sections armées de mitrailleuses aux abords du cimetière. Depuis deux heures de l'après-midi jusque tard dans la nuit, ce fut un défilé ininterrompu de petits groupes devant les tombes des soldats français (...) »⁴⁸.

Comme en témoignent ces manifestations du temps de l'occupation, mais aussi les interviews d'anciens résistants et le contenu d'une presse clandestine allant de la droite nationaliste à la gauche réunie dans le Front de l'Indépendance, le souvenir de la Première Guerre mondiale sert d'abord et avant tout à enraciner dans les esprits le fait que, face à un occupant coupable dans le passé de terribles méfaits et donc capable dans le présent et dans l'avenir de crimes au moins aussi odieux, il n'existe qu'une seule attitude possible, résister.

Le Vigilant, organe catholique conservateur du Tournaisis, est à ce titre particulièrement explicite : « Ce qui nous intéresse, c'est le but final poursuivi, en l'occurrence, l'écrasement de l'Allemagne. Que voulez-vous ! Nous souffrons de germanophobie depuis 1914, c'est-à-dire depuis les massacres de Dinant, d'Andenne, de Louvain, depuis les déportations de 1916, les bombardements de 1940 et le zèle des aviateurs boches contre les inoffensifs évacués belges qui fuyaient les hordes teutoniques (...). Pour nous, il n'y a qu'une seule chose qui compte : casser les reins au monstre qui, deux fois en moins de vingt-cinq ans, a plongé notre paisible petit pays dans le deuil et la misère »⁴⁹. On ne dit pas autre chose de l'autre côté de la province, dans *La Voix de la Résistance*, organe du FI pour les cantons de Beaumont-Chimay⁵⁰ : « (...) il y a 25 ans que tout bon

47. Collarumont, hameau de Carnières, abrite un cimetière regroupant 238 tombes de soldats français tombés lors d'un combat contre les Allemands le 22 août 1914. Cfr JULES VANNESE, « Trois cimetières militaires français en Hainaut et autres témoignages », in *Hainaut Tourisme*, n° 310, octobre 1998, p. 231-238.

48. Cfr. A.L.A. BEEKEN, *Message pour Philomène*, Bruxelles, 1948, p. 188.

49. *Le Vigilant*, n° 38, Noël 1943, p. 6.

50. Et aussi pour la province de Namur, même si en réalité le journal représente surtout les résistants de la région de Chimay-Couvin.

Belge sait qu'il ne faut pas croire le Boche et que la vérité est exactement le contre-pied de ses allégations (...). Nous sommes ceux qui ont souffert et qui souffrent encore de l'envahisseur exécré. Et voilà un quart de siècle que cela dure. Nous sommes ceux qui n'ont jamais oublié 14-18, qui se souviennent de nos héros et martyrs, et qui ont vu depuis bientôt quatre ans, la répétition des mêmes horreurs. Nous sommes ceux qui n'ont jamais eu confiance en la parole d'un Boche-Hitler ou Guillaume ; pour nous, c'est un tout : c'est le Boche de toujours. Nous sommes ceux qui ont connu les déportations de l'autre guerre et luttons pour que celles du présent conflit ne puissent se faire ou porter leurs fruits. Nous sommes ceux qui n'ont jamais oublié et n'oublieront jamais que deux fois en 25 ans le Boche a semé la mort, la ruine et la division en Belgique »⁵¹.

Mais que reproche-t-on le plus souvent aux Allemands de la Grande Guerre dans les 18 organes clandestins hennuyers qui traitent de ce thème ? En dehors des nombreuses diatribes de nature générale contre un peuple dont l'attitude est régulièrement qualifiée de barbare, les feuilles insistent surtout sur les massacres perpétrés en août 1914 (18 mentions dans 10 journaux). Est aussi durement condamné le manque de respect par rapport à la parole donnée et aux traités, les Allemands étant considérés comme des filous et des menteurs (14 mentions dans 10 journaux). Évidemment le fait que l'agresseur ait été deux fois le même en moins de trente ans retient aussi l'attention (12 mentions dans 8 journaux). Les souffrances engendrées par les déportations marquent aussi les esprits (11 mentions dans 8 journaux). Enfin, à un niveau moindre, on retiendra encore la dureté de la répression (6 mentions dans 5 journaux) et la lourdeur des réquisitions (4 mentions dans 3 journaux).

Parmi les témoins aussi, domine comme élément de germanophobie hérité de 14-18 le souvenir des massacres de l'été 1914 (14 mentions). Suivent de près les souffrances vécues et très souvent relatées par les déportés et les soldats (12 mentions dans chacun des cas). Reviennent un peu moins régulièrement comme motifs de ressentiment, la misère engendrée par l'occupation (8 mentions), la deuxième agression en un peu plus de 25 ans (6 mentions) et la répression subie sous l'occupation (5 mentions). Sont encore cités la trahison de l'Allemagne, des accidents dus à la guerre (3 cas chaque fois) et, enfin, les réquisitions (2 cas).

51. *La Voix de la Résistance*, n° 2, février 1944, p. 1.

Ainsi, les deux sources se rejoignent pour souligner le poids des violences d'août 1914 comme élément constitutif de la germanophobie. Elles évoquent aussi de façon relativement comparable l'importance des déportations et de la répression subie sous l'occupation, tout en divergeant de manière plus ou moins grande à propos des autres thèmes. Les différences sont nettes au sujet du rôle joué par la souffrance des soldats et la misère, facteurs souvent énoncés par les témoins mais qui n'apparaissent pratiquement jamais en tant que tels comme griefs contre l'Allemagne dans la presse clandestine. Peut-être ces malheurs étaient-ils considérés par les rédacteurs de cette dernière comme inhérents à la guerre et ne devaient-ils donc pas être mis à la charge de l'occupant.

Germanophobie et patriotisme constituent souvent les deux faces d'un même phénomène. Il n'est dès lors pas étonnant que 14-18 serve aussi à puiser des exemples de dévouement à la patrie, propices à encourager une attitude similaire dans la guerre présente. C'est peut-être même la raison principale des nombreux gestes de recueillement aux monuments aux morts et sur les tombes des soldats français et britanniques, symboles de nations associées à la nôtre dans le combat contre l'Allemagne. La presse clandestine n'est pas insensible à ce type d'appel puisque dans notre échantillon, on trouve 23 mentions de ce style, répartis dans neuf journaux différents, allant des feuilles du FI aux organes de droite. L'hommage est le plus souvent collectif — il touche surtout l'armée belge (3 cas), les déportés (3 cas) et les martyrs (2 cas) — mais concerne aussi parfois des individus, que ce soit des hommes illustres représentant le pays dans la lutte — le roi Albert Ier (2 cas), le cardinal Mercier (2 cas) et le bourgmestre de Bruxelles Adolphe Max (3 cas)⁵² — ou des résistants martyrs comme l'architecte bruxellois Philippe Baucq⁵³ (2 cas), le télégraphiste

52. Adolphe Max (1869-1939). Voir notamment CL. BERNARD, art. « Adolphe Max », in *Biographie nationale*, t. 30, Bruxelles, 1958-1959, col. 561-569 et LUCIEN COOREMANS & MINA MARTENS, *Hommage à Adolphe Max*, Bruxelles, 1964.

53. Philippe Baucq (1880-1915). Cfr, entre autres, MARCEL ANCIAUX & HENRY CARTON DE WIART, *Un martyr national. Philippe Baucq*, Bruxelles, 1920.

louiérois Omer Lefevre⁵⁴ (2 cas) ou Gabrielle Petit⁵⁵, Tournaisienne active dans la Croix-Rouge (3 cas). Les témoins rencontrés parlent de leur côté de l'influence des récits soulignant le courage des soldats belges (7 cas), des résistants (6 cas) et des troupes britanniques (2 cas). Les sources analysées mettent donc en exergue l'importance des héros collectifs (surtout l'armée) et individuels (particulièrement les résistants) comme incitants à mener la lutte lors du second conflit mondial.

L'étude de la presse clandestine dévoile encore d'autres fonctions au rappel des événements de 14-18. D'abord, l'expérience de la Grande Guerre pousse à ne pas perdre espoir, même lorsque la situation paraît compromise : ainsi, nombreux sont les clandestins à souligner que l'armistice a été conclu quelques mois à peine après l'offensive allemande du printemps 1918. Cette confiance en une victoire des Alliés s'appuyant sur l'issue du premier conflit apparaît à 24 reprises et dans 13 journaux représentant un large spectre de l'opinion clandestine (comme souvent, seuls les organes ou pseudo-organes des partis communiste, trotskyste et socialiste font défaut). Par ailleurs, huit clandestins remontent à la Première Guerre mondiale, ou plus exactement au traitement selon eux trop favorable réservé à l'Allemagne au lendemain de celle-ci, pour expliquer le retour belliqueux du puissant voisin. Pour ces feuilles, il s'agira donc maintenant de se montrer intraitable. Le même raisonnement vaut pour les collaborateurs (dix mentions dans sept journaux). Dans les deux cas, ce sont encore les journaux du FI, d'union, catholiques et de droite qui s'expriment.

On notera encore que la Première Guerre mondiale est aussi l'occasion pour quatre feuilles, uniquement de gauche cette fois, de fustiger l'attitude de certains patrons en la comparant avec celle, digne, de la plupart de leurs prédécesseurs, ou indigne à leurs yeux, du baron Evence Coppée⁵⁶. Enfin, aux yeux de trois clandestins

54. Omer Lefevre (1878-1916). Cf MARCEL HUWÉ, FIDÈLE MENGAL & FERNAND LIENAU, *Histoire et petite histoire de La Louvière*, La Louvière, 1984, t. 2, p. 490-494.

55. Gabrielle Petit (1893-1916). A son sujet, voir, comme bel exemple d'étude fortement teintée d'hagiographie, A. DU JARDIN, *Gabrielle Petit. L'héroïne nationale*, Anvers, s.d., et pour une vision plus critique, art. « Gabrielle Petit », in GASTON LEFEBVRE, *Biographies tournaisiennes des XIXe et XXe siècles*, Tournai, 1990, p. 201-202.

56. Evence II Coppée (1851-1925). Ce patron charbonnier, propriétaire de puits dans le Centre et en Campine, fut accusé après le conflit par les milieux

liés à l'extrême gauche (quatre mentions), le premier conflit mondial est la preuve de l'agonie du capitalisme et contient en germe la révolution prolétarienne et l'avènement du socialisme.

De manière générale, la référence à la Première Guerre mondiale ne vise donc pas seulement à attiser la germanophobie mais a aussi d'autres buts. Son emploi est cependant la plupart du temps le fait du même large éventail de clandestins allant de la presse 'populaire' de gauche, celle du FI, aux organes conservateurs, preuve de l'impact du thème « Première Guerre mondiale » sur de larges couches de la population pour le moins sympathisantes de la Résistance. En termes de représentation de la Grande Guerre, l'antigermanisme reste tout de même le concept le plus développé. Aussi allons-nous maintenant tenter d'affiner l'analyse de son utilisation en la soumettant aux critères du temps, de l'idéologie, du milieu socio-culturel, de l'âge, du sexe et de la géographie.

Le rappel des griefs à l'encontre des Allemands de 14-18 a-t-il tendance à diminuer à partir de 1942 comme le prétend Balace ou au contraire se maintient-t-il tout au long de l'occupation comme l'affirme Willequet ? L'analyse tant de la presse clandestine que des manifestations, gestes symboliques et grèves à l'occasion des 11 novembre successifs nous incite plutôt à partager l'avis du second. Il est en effet symptomatique de constater que les propos germanophobes des feuilles clandestines construits à partir des souvenirs de 14-18 ne diminuent ni en intensité ni en quantité entre 1940 et 1944. S'il est difficile d'établir des éléments de comparaison vraiment objectifs quant au contenu des textes, on peut tout de même rappeler ici la virulence du ton adopté par *Le Vigilant* en novembre 1943 ou par *La Voix de la Résistance* en février 1944⁵⁷. Ces écrits ne diffèrent guère, sur le fond, du texte le plus ancien rédigé sur le même thème et qui date, lui, de novembre 1940 : « Pour la deuxième fois en 25 ans, les hordes barbares de l'Est ont envahi notre territoire (...). Le Boche est toujours le Boche. C'est l'envahisseur, l'ignoble massacreur, le voleur, le conquérant qui envie le bien d'autrui. C'est le bandit international

de gauche d'avoir collaboré économiquement avec l'occupant. Poursuivi par la justice, il fut acquitté à l'issue d'un procès en Cour d'Assises qui se déroula en juillet 1924. L'Etat continua pourtant à réclamer aux Coppée père et fils des dommages et intérêts. Sa plainte ne fut définitivement rejetée qu'en 1934. Cfr notamment CÉCILE HUWART & CHARLES DE DECKER, *Un procès...1918-1934*, Bruxelles, 1988.

57. Cfr *supra*.

qui n'est ici que pour nous imposer l'esclavage »⁵⁸. Quant à la présence de ce type d'écrits par année et par journal, elle ne varie pas de manière significative : on en retrouve dans une feuille sur deux en 1940, sept sur dix en 1941, six sur dix en 1942, sept sur seize, soit dans 43,8 % d'entre elles, en 1943 et dix sur dix-sept, soit dans 58,8 % d'entre elles, en 1944.

En réalité, la seule différence notable réside dans le fait qu'au début de l'occupation, les rédacteurs de la presse clandestine semblent devoir aller à l'encontre d'une certaine opinion publique qui estime que justement l'envahisseur a changé : « Oui, nous savons que certains crieront à l'exagération. Que l'Allemand de 1940 est tout autre que celui de 1914 (...). Un peu de patience, et nous pourrons bientôt apprécier le Boche et nous apercevoir qu'il est toujours le même »⁵⁹. En 1943-1944, la démonstration n'est plus à faire et les événements donnent même une force redoublée à l'argumentation ancienne : « Nous sommes ceux qui ont souffert et qui souffrent encore du fait de l'envahisseur exécré. Et voilà un quart de siècle que cela dure »⁶⁰.

D'autres avant moi ont souligné l'importance du 11 novembre 1940 comme moment du « réveil du patriotisme bourgeois »⁶¹. Selon nos sources, c'est à cette date que pour la première fois dans le Hainaut des gerbes — cinq exactement — sont déposées aux monuments aux morts. On mentionne aussi la diffusion de tracts à six endroits différents de la province, trois pavoisements de drapeaux tricolores, une violente homélie contre les Allemands et même un défilé de « patriotes » à La Louvière. En fait, l'expérience de 1940 sera réitérée et même amplifiée les années suivantes. Qu'on en juge selon les données qui suivent. En 1941, outre des tracts distribués à Charleroi et à Tournai, on relève cinq dépôts de gerbes et quatre pavoisements. À cette occasion se produisent aussi des arrêts de travail. L'année suivante, des tracts sont répandus dans le Centre et le pays de Charleroi incitant à faire grève, appel qui, semble-t-il, sera relativement bien suivi. Ce même 11 novembre 1942, sont mentionnés six dépôts de gerbes, six pavoisements, l'une ou l'autre distribution de tracts et une action de

58. *Lutte*, novembre 1940, p. 1.

59. *Ibidem*.

60. *La Voix de la Résistance*, n° 2, février 1944, p. 1.

61. JULES GÉRARD-LIBOIS & JOSÉ GOTOVITCH, *L'An 40. La Belgique occupée*, Bruxelles, 1971, p. 367-376.

grande envergure à Carnières⁶². Le mouvement gagne encore en importance en 1943, année où on ne manque pas de commémorer le 25^{ème} anniversaire de l'armistice. Outre les actions spectaculaires réalisées à Charleroi, Morlanwelz et Ressaix, et la paralysie de nombreuses entreprises⁶³, les sources relatent aussi un service funèbre en l'honneur d'un Belge tué au service des Alliés, suivi par plusieurs centaines de personnes à Morlanwelz, et surtout douze dépôts de gerbes et vingt-neuf pavoisements.

La multiplication des dépôts de gerbes au fil de l'occupation (tableau I) est en elle-même significative du lien mental grandissant établi entre les héros et victimes des deux guerres et donc entre les deux envahisseurs.

Tableau I.— Dépôts de gerbes aux monuments aux morts recensés dans le Hainaut sous l'occupation

	10 mai	21 juillet	11 novembre	Total
1940		—	5	5
1941	1	—	5	6
1942	2	8	6	16
1943	8	8	12	28
1944	8	20		28

Par ailleurs, le développement des dépôts de gerbes un 21 juillet à partir de 1942 témoigne combien le patriotisme, creuset de la Résistance, se nourrit toujours plus de la haine de l'ennemi attisée par le rappel combiné des douleurs du passé lointain et proche. Il est ainsi significatif de constater que le 21 juillet 1942, à l'occasion d'une messe célébrée à la mémoire d'un aviateur originaire de Leval-Trahegnies, on prenne l'initiative, au cours du trajet que suit la foule de l'église au cimetière du village, de faire arrêter le cortège au monument aux morts de 14-18 et d'y prononcer un discours incitant les Belges à garder confiance dans l'avenir du pays. Au cimetière, sur le caveau des combattants, un résistant entonne même la Brabançonne, reprise en chœur par un millier de participants. Deux ans plus tard, lors de cet immense hommage à la patrie que constitue le 21 juillet 1944, on peut lire sur les onze gerbes de fleurs placées par des résistants à divers endroits de la commune de

62. Cfr *supra*.

63. Cfr *supra*.

Jumet, dans le pays de Charleroi : « Mouvement National Belge. Morts de 14-18, 40 et des mouvements de résistance, vous serez bientôt vengés »⁶⁴.

Comme le souligne d'ailleurs la répartition par année des recrutements dans la Résistance hennuyère⁶⁵ — à peine 3,1 % en 1940, 21,5 % en 1941, 24,4 % en 1942, 28,5 % en 1943 et 22,5 % en 1944 alors qu'on n'a tenu compte cette année-là que des engagements antérieurs au 1^{er} juin —, le souvenir des souffrances de la Grande Guerre ne suffit généralement pas à entraîner la population dans la lutte contre l'envahisseur. Mais le recours constant à cette argumentation jusque dans les derniers mois de l'occupation témoigne de son impact sur une opinion publique de plus en plus excédée par les épreuves du présent et toujours plus confiante en une libération prochaine. En somme, ce souvenir renforce l'image négative de l'occupant et aide donc les plus courageux et/ou les plus meurtris à oser se dresser contre lui.

Nous l'avons déjà signalé, si elle s'étale largement dans de nombreuses feuilles clandestines jusqu'à l'été 1944, la germanophobie érigée sur les souvenirs de 14-18 n'est pas le fait de tous les journaux. Elle est en effet absente ou quasi absente des organes officiels ou 'pseudo' officiels de la presse de gauche, ce qui souligne la persistance, dans ces milieux, d'un malaise vis-à-vis des tenants et des aboutissants de ce conflit. Au début de l'occupation, la feuille communiste de Charleroi, *L'Etincelle*, perçoit même, à l'instar des Trotskystes, 14-18 comme une guerre opposant les impérialistes, ces derniers « continuant à faire massacrer des millions de travailleurs pour assurer leur hégémonie »⁶⁶. À partir du printemps 1941 et de l'agression allemande contre l'Union soviétique, l'organe carolorégien évitera soigneusement de faire allusion à la Grande Guerre.

Dès cette époque en effet, les Alliés se doivent d'être ménagés. Mais les organes du PC ne peuvent renier l'idéal révolutionnaire et internationaliste de leur parti, aussi préfèrent-ils rester discrets sur la question. D'ailleurs, à partir de l'automne 1941, les communistes disposent d'un autre instrument de lutte pour entraîner la population dans leur combat contre l'occupant, le Front

64. Cfr Tulia ADAM, *Mouvement National Belge. Historique des secteurs du Hainaut et tout particulièrement de celui de Charleroi*, s.l.n.d., p. 13-14.

65. Taux calculés à partir de 3004 cas connus.

66. *L'Etincelle*, n° 2, novembre 1940, p. 1.

de l'Indépendance⁶⁷. Sous le couvert de cette organisation présentée comme pluraliste mais qu'ils contrôlent, les communistes, petit à petit épaulés par des résistants venus de toute la gauche — des socialistes, des démocrates chrétiens et des libéraux progressistes — et soucieux avant tout d'aider à libérer le pays, développent un discours anti-nazi, mais aussi patriotique et germanophobe, puisant des arguments solides dans le souvenir de 14-18.

L'exemple déjà cité de *La Voix de la Résistance* parle de lui-même, même s'il est vrai que cette feuille est éditée dans une région votant traditionnellement à droite et par des rédacteurs issus de la gauche modérée. Mais on ne s'exprime pas autrement dans *L'Unité Patriotique*, organe du FI dans une contrée on ne peut plus à gauche, le Borinage : « 11 novembre 1918. Date et heures immortelles où nos héros sortirent recouverts de gloire après une lutte acharnée de 4 ans et six mois contre l'ennemi teuton (...). Aux familles éprouvées qui ont vécu les horreurs de la barbarie teutonne, douloureusement meurtries dont les meurtrissures incatrisantes (sic) restent encore de nos jours comme une plaie béante que remuent des souvenirs atroces. Belge. N'oublie pas ! (...). Ce serait une anomalie, me direz-vous, que de comparer le soldat allemand et les administrations allemandes d'aujourd'hui avec celles de la guerre passée ! Le paradoxe qui semblait exister en 1940, entre les soldats d'Hitler et ceux du Kaiser s'est dissolvé (sic) par l'attitude despotique des autorités nazies (...). Les Allemands d'aujourd'hui sont restés les Allemands de jadis (...). La persuasion par la force et la contrainte... »⁶⁸.

À première vue, on pourrait tout de même s'étonner d'une telle différence de discours entre la presse 'officielle' de gauche et celle, 'populaire', du FI. À vrai dire, cet écart témoigne combien l'antigermanisme basé sur les souvenirs de 14-18 est un instrument efficace auprès de la population qui ne perçoit pas, comme les militants politiques, la spécificité du nazisme. L'argument percutant auprès de la masse, et cela les dirigeants du PC le comprennent bien, c'est l'antigermanisme et pas l'antifascisme. Et comme pour eux, la fin, à savoir la libération du pays mais aussi, à plus long terme, l'accession au pouvoir, justifie les moyens... Les socialistes n'éprouvent pas le besoin d'agir de la sorte, étant suffisamment

67. Cfr JOSÉ GOTOVITCH, *Du rouge au tricolore. Les communistes belges de 1939 à 1944. Un aspect de l'histoire de la Résistance en Belgique*, Bruxelles, 1992, p. 115-120 et 204-245.

68. *L'Unité patriotique*, novembre 1943, p. 1.

enracinés dans le tissu social et politique de la Belgique pour reconquérir la population, une fois le pays libéré. Ils peuvent donc plus facilement rester fidèles à leurs idéaux. La stratégie du PC explique aussi l'ampleur des actions menées par le FI et les structures qui lui sont proches à l'occasion des 11 novembre 1941, 1942 et surtout 1943, année où l'organisation est au sommet de sa puissance. Ce n'est pas un hasard si le PC encourage les grèves à cette occasion et si le mot d'ordre est si bien suivi.

À droite, on n'est pas moins virulent, on s'en doute, qu'au FI pour dénoncer les crimes commis en 14-18 par les Allemands, ceci afin de stimuler le patriotisme et l'esprit de résistance parmi les lecteurs. Simplement ici, la référence au nazisme apparaît très secondaire par rapport à une germanophobie profondément ancrée. La palme dans ce domaine revient au *Vigilant*, qui au cours de sa longue existence — il paraît en effet d'août 1941 à la Libération — énonce à 21 reprises des griefs à l'encontre des Allemands de la Grande Guerre. Par ailleurs, il est incontestable que les plus résolus de ces patriotes sont à pied d'œuvre dès le 11 novembre 1940. Ils continueront à se manifester lors des anniversaires suivants soit indépendamment, soit le plus souvent dans des mouvements situés plutôt à droite, comme le Mouvement national belge ou l'Armée secrète.

Dans ces milieux aussi, on a conscience de la différence de perception de l'occupation entre les personnes cultivées et les autres : « Il [le peuple] est pro-Anglais ? (...). Cela signifie qu'il voit dans l'Allemand un ennemi et un parjure, et dans l'Anglais, le seul adversaire de cet ennemi, le seul, sur qui il puisse fonder son espoir d'une Belgique libre et indépendante (...). [pour les intellectuels], l'Allemand, c'est plus que l'ennemi de leur patrie et l'ennemi de leurs compatriotes : c'est l'ennemi de leurs pensées et de leur conception de vie »⁶⁹. Une enquête réalisée en 1978 auprès des ecclésiastiques en activité pendant la guerre confirme le désir, au sein du clergé résistant, de lutter contre une idéologie hostile au christianisme, même si le patriotisme et, à un degré moindre, le souhait d'être proche du peuple et de lui venir en aide, dominent parmi les motifs de résistance⁷⁰.

69. *Le Coup de Queue*, n° 5, début 1941, p. 3.

70. Cfr FABRICE MAERTEN, « Le clergé du diocèse de Tournai face à l'occupation : la voie étroite », in FABRICE MAERTEN, FRANS SELLESLAGH & MARK VAN DEN WIJNGAERT, *Entre la peste et le choléra. Vie et attitudes des catholiques sous l'occupation*, Gerpennes, 1999, p. 127-165, spécialement p. 146-147.

L'ébauche de statistique des motivations, réalisée à partir des interviews sur base d'une répartition socio-professionnelle entre milieu ouvrier et paysan, classes moyennes et enfin, monde des professions libérales et des notables, confirme l'importance de la germanophobie dans toutes les classes, celle-ci précédant même le patriotisme parmi les ouvriers et paysans. On notera cependant que c'est dans cette même catégorie que le poids relatif de la germanophobie est le moins élevé⁷¹, les motivations de ce groupe étant de loin les plus diverses et les plus en prise avec l'occupation proprement dite⁷².

Idéologiquement plutôt l'apanage de la droite que de la gauche, mais largement répandue dans l'opinion, la germanophobie héritée de 14-18 se manifeste-t-elle différemment parmi les opposants selon leur âge ? Une chose est en tout cas certaine, la lutte contre l'envahisseur est surtout le fait de personnes jeunes, n'ayant pas connu la Première Guerre mondiale ou ne l'ayant connue au maximum que comme adolescent. Selon nos statistiques en effet, 65,3 % des résistants hennuyers sont nés après 1902 et n'ont donc pu agir contre les Allemands en 14-18⁷³. Environ 25 % d'entre eux sont même venus à la vie après 1918. C'est dire combien la germanophobie viscérale de nombreux opposants est autant si pas plus le fruit d'une représentation véhiculée que d'une expérience vécue.

Cependant, si l'on admet comme plausible l'hypothèse selon laquelle les résistants engagés au début de la guerre ont été les plus sensibles à cette germanophobie, les épreuves imputables à la seconde occupation n'étant pas alors encore légion, il saute aux yeux que plus l'opposant était âgé, plus cette motivation influa. En

71. Dans 41,7 % des cas seulement (soit 10 personnes sur 24), alors que parmi les classes moyennes, le pourcentage est de 60 % (21 personnes sur 35) et, au sein des professions libérales, de 72,7 % (8 personnes sur 11).

72. Dans cette catégorie, la germanophobie précède le patriotisme (37,5 %) et l'antifascisme (25 %), mais aussi le goût de l'aventure (25 %), la solidarité (20,8 %), le refus de la privation de liberté (16,7 %), l'exemple des proches (16,7 %), la volonté d'échapper au travail obligatoire (12,5 %), le souvenir des événements de mai 1940 (8,3 %) et la haine du rexisme (8,3 %). Au sein des classes moyennes comme dans le monde des professions libérales, patriotisme (respectivement 80 et 81,8 %) et germanophobie dominent largement, devançant le refus de la privation de liberté (34,4 et 45,5 %) et l'antifascisme (14,3 et 27,3 %). Les autres motivations récoltent au maximum 18 % des suffrages.

73. Ces données sont établies sur base de 5008 cas.

effet, à la fin 1941, 45,9 % du total des personnes nées avant 1893 sont déjà recrutées alors qu'à la même époque, le taux d'adhésion est d'environ 34,5 % parmi les résistants nés entre 1893 et 1912 et de 29,3 % parmi ceux venus à la vie entre 1913 et 1922, pourtant déjà tous en âge de lutter contre l'occupant⁷⁴.

Cette constatation doit pourtant être nuancée en fonction de l'analyse établie à partir de l'âge des rédacteurs de la presse clandestine. D'abord, les différences sur ce plan entre les équipes ne sont pas très importantes : guère plus d'une quinzaine d'années séparent les rédactions les plus jeunes des plus chevronnées (les journalistes ont en général entre 30 et 45 ans). Ensuite, s'il est vrai que les groupes les plus âgés publient des feuilles très germanophobes telles *Anti-Rex-Union belge*, *Lutte-Combat-Le Patriote* et *L'Insoumis*, c'est le cas aussi pour des noyaux très jeunes comme celui de *La Voix de la Résistance*, par exemple. En fait, les plus réticents à user des souvenirs de 14-18 pour combattre l'occupant se situent entre ces deux extrêmes. On remarquera en outre qu'au sein des personnes interviewées dont aucune, rappelons-le, n'est née avant 1904, le poids de la germanophobie héritée de 14-18 paraît le plus fort parmi les plus jeunes et décroît peu à peu en fonction de l'âge⁷⁵.

De tous ces éléments disparates et parfois contradictoires, il ressort en tout cas que l'antigermanisme issu des souvenirs de 14-18 a largement imprégné toutes les classes d'âge. On peut même se demander si, outre la génération du front, ce ne sont pas les jeunes nés au lendemain de la guerre et élevés par des parents et des éducateurs marqués par l'épreuve, qui ont été les plus touchés par la culture de guerre née de la Première Guerre mondiale et donc par la germanophobie ambiante.

Sans être à même de pousser bien loin l'analyse, il nous paraît que le sentiment d'hostilité à l'égard de l'ancien ennemi de 14-18 fut partagé aussi bien — et peut-être plus selon notre sondage — par les résistantes que par les résistants⁷⁶.

Enfin, le poids relativement variable selon les régions de la première occupation — les massacres autour de Charleroi et de

74. Ces statistiques ont été dressées à partir de 1424 cas.

75. Le taux est de 66,7 % pour les témoins nés après 1922, 57,7 % pour ceux entre 1917 et 1922, 50 % pour ceux nés entre 1913 et 1917 et 41,7 % pour ceux nés entre 1904 et 1912.

76. 70 % des 20 femmes interrogées affirment avoir été influencées par ce facteur ; ils ne sont que 50 % du côté masculin.

Mons surtout, le régime particulièrement pénible des zones d'étape dans l'arrondissement de Tournai, puis également dans ceux de Mons et d'Ath — ne semble pas avoir suscité de comportements différents selon les contrées. La germanophobie est présente partout, comme en témoignent les dépôts de gerbes aux quatre coins de la province et les propos viscéralement anti-allemands émanant des feuilles produites tant le long du sillon industriel que dans les zones rurales. Il est vrai cependant que l'antigermanisme est plus répandu parmi les résistants des campagnes que parmi ceux des villes. Ainsi, le taux de germanophobie n'est que de 50 % au sein des anciens opposants interrogés originaires des bassins industriels alors qu'il est de 64,3 % parmi les autres. En outre, et ce n'est sans doute pas un hasard, parmi les sept feuilles les plus farouchement anti-allemandes, trois seulement, soit moins de la moitié, sont issues des zones fortement urbanisées, alors que les journaux réalisés dans ces contrées représentent 71 % de l'ensemble. Mais il ne s'agit pas ici d'un héritage direct du premier conflit mondial — si c'était le cas, les habitants des régions industrielles seraient au contraire plus germanophobes, leurs difficultés ayant été plus grandes que celles des Hennuyers vivant en pays rural —, mais bien de la trace laissée par une pensée de gauche réticente à adhérer à un nationalisme revanchard en contradiction avec les théories internationalistes et pacifistes.

CONCLUSION

Province aux traditions socialistes bien ancrées, le Hainaut n'échappe pourtant pas à la vague de germanophobie qui déferle sur la population belge au lendemain du 10 mai 1940. Le nord de la France, qui a vécu une situation similaire en 14-18, ne réagit pas différemment⁷⁷. Mais pouvait-il en être autrement ?

Le souvenir des souffrances de la Grande Guerre — ses massacres, ses déportations, ses amendes, ses angoisses provoquées par l'absence de nouvelles des êtres chers qui se battent au front, ses blessures morales, ses brimades qu'un vainqueur impitoyable

77. Cfr notamment ANNETTE BECKER, « Le nord de la France, mémoire de l'occupation. D'une guerre, l'autre : 1914-1940 », in ANTOINE FLEURY & ROBERT FRANK (dir.), *Le rôle des guerres dans la mémoire des Européens. Leur effet sur la conscience d'être européen*, Berne, 1997, p. 7-19 et ETIENNE DEJONGHE, « Les départements du Nord et du Pas-de-Calais », in *La France des années noires*, t. 1 : *De la défaite à Vichy*, Paris, 1993, p. 489-514.

s'ingénie à multiplier — est d'autant plus vivace qu'à peine un peu plus d'un quart de siècle sépare les deux invasions. En outre, une active culture de guerre s'est chargée après le premier conflit de transmettre l'amour de la Patrie, particulièrement nécessaire aux élites francophones dans un pays où elles se sentent menacés par les revendications flamandes, mais aussi son corollaire, la haine de l'ennemi, aux jeunes générations.

Comment, dans ces conditions, croire que l'envahisseur, originaire des mêmes contrées, n'est pas le même qu'en 1914 ? Seuls certains intellectuels et les antifascistes de toujours, il est vrai relativement nombreux dans un Hainaut acquis aux idées de gauche, sont à même de percevoir le caractère fondamentalement différent de la seconde occupation. Cependant et justement dans le but de lutter contre un ennemi exécré dont la propagande habile vise et parvient dans un premier temps à masquer les côtés odieux du régime et à le présenter sous un jour acceptable — donc éloigné de celui dont a tant pâti la population en 1914 —, les communistes, fers de lance de la résistance de gauche, se voient obligés, à l'instar des opposants de droite, de remuer un passé douloureux pour inciter la masse à sortir de son apathie. Comme le souligne l'historien français Robert Frank, « la mobilisation des esprits passe par celle des sentiments, et l'antigermanisme est trop répandu dans la population pour que la Résistance se prive d'une popularité à bon compte en se refusant de jouer sur un sentiment si bien partagé »⁷⁸.

L'argument ne faiblit pas au cours de la guerre mais au contraire se trouve consolidé par l'attitude de plus en plus coercitive de l'occupant. La germanophobie héritée de 14-18 renforce celle qui se développe du fait des circonstances présentes et alimente un patriotisme qui pousse les plus intrépides, les plus blessés et/ou les plus menacés à la lutte directe. Le mécanisme fonctionne d'autant mieux que la génération qui répond le plus fidèlement à ces critères, les jeunes adultes, a été élevée dans le culte de la patrie et le ressentiment à l'égard de l'Allemagne. Le témoignage qui suit est tiré d'un ouvrage relatant les activités d'un groupe d'action composé au départ essentiellement de Bruxellois, mais il vaut aussi, à n'en pas douter, pour de nombreux résistants hennuyers : « Parmi ces jeunes, échapper aux réquisitions allemandes du travail obligatoire avait été l'occasion de choisir définitivement la voie de l'action. Ils

78. ROBERT FRANK, « Images de l'Europe et des Européens chez les résistants pendant la Seconde Guerre mondiale », in ANTOINE FLEURY & ROBERT FRANK (dir.), *op. cit.*, p. 71-81, spécialement p. 74.

avaient d'ailleurs l'impression de vivre exactement ce que leurs parents avaient connu lors de la Grande Guerre. Nés dans les années 1922 à 1925, tous avaient, durant leur enfance, entendu à maintes reprises les récits d'années encore toutes proches, avec leurs cortèges d'épisodes souvent douloureux et tragiques. Ils avaient écouté la relation souvent répétée des massacres de Louvain ou de la vallée de la Meuse, des privations de toutes sortes et des centaines de milliers de soldats morts sur les fronts. Ils finissaient par connaître cette guerre-là comme s'ils l'avaient vécue, avec la mémoire des noms érigés en symboles : Verdun, le fort de Douaumont, la côte 304, la bataille de la Marne, la boue et les tranchées de l'Yser »⁷⁹.

Mais alors et sans renier l'importance de l'antifascisme dont l'impact est nettement perceptible au sein de la presse clandestine de gauche et parmi les opposants actifs dans les bassins industriels, quelle est, du patriotisme ou de la germanophobie, la valeur la plus opérationnelle pour expliquer l'engagement résistant ? La question apparaît pratiquement insoluble, tant l'une et l'autre sont inextricablement liés. Il est vrai que, dans notre pays, le premier s'est, au cours des années 1914-1950, presque toujours alimentée à la seconde. Doit-on pour autant accorder à cette dernière le statut de valeur fondatrice ? Ce n'est pas sûr, d'autant qu'il lui manque la dimension positive du patriotisme, qui le rend seul capable, dans la religion civique née du premier conflit, de canaliser l'espoir d'une population entière en un monde meilleur. À ce titre, le patriotisme dispose d'un pouvoir rassembleur que la germanophobie n'a pas — comme en témoigne son utilisation encore plus intense dans les discours et les gestes résistants ainsi que sa mention plus fréquente parmi les anciens opposants — et cette dernière lui est donc subordonnée. En définitive, le mieux est sans doute de ne pas séparer patriotisme et germanophobie et de considérer ce binôme comme valeur essentielle de l'engagement résistant en Hainaut, comme sans doute aussi dans l'ensemble du pays.

79. MARCEL FRANCKSON & JACQUES BURNIAT, *Chronique de la guerre subversive. Le service Hotton en Thiérache. 1941-1944*, Bruxelles, 1996, p. 55-56.